

L'énigme Kadaré : alors que ses compatriotes fuient, on continue de s'interroger sur l'attitude de l'écrivain albanais, Sylvie Kaufmann, [Le Monde](#), 10 mars 1991

Pourquoi cette fuite éperdue des Albanais, comme saisis d'une panique collective ? "Je ne comprends pas, je ne comprends pas", répétait jeudi 7 mars l'écrivain Ismaïl Kadaré, invité de l'émission de France-Culture "Le grand réveil". La fuite, pourtant, il connaît, elle le tenta même par deux fois avant le départ final pour Paris, le 27 septembre 1990. "La fuite... C'est une tentation qui, d'une manière ou d'une autre, s'est présentée, ne fût-ce qu'un instant, dans la vie de la plupart des Albanais. Moi-même, je l'avais éprouvée à deux reprises", en 1962 et en 1983, écrit-il dans son dernier livre (1).

Aujourd'hui, Ismaïl Kadaré ne comprend plus, lui qui a pourtant fui et qui n'en finit pas d'expliquer pourquoi. Non pas à ses compatriotes qui, dans l'ensemble, ont plutôt bien accueilli son geste _ certains lui sont même reconnaissants d'avoir, par son départ, déclenché un choc salutaire au sein de l'intelligentsia. Paradoxalement, c'est aux Occidentaux, et en particulier à ceux de son pays d'accueil, la France, qu'il doit aujourd'hui rendre des comptes.

Et Kadaré, le grand écrivain des Balkans, l'auteur de fresques magnifiques, paraissait au supplice, jeudi, dans les salons de l'Hôtel Meurice, soumis à la question par les journalistes sur ses rapports avec ce pays et ce régime qu'il a quittés.

Comme blessé, il finissait même par esquisser un mouvement d'humeur devant ce qu'il prit pour de l'ironie méchante et qui n'était que de la curiosité naturelle.

C'est que, même s'il a éprouvé le besoin de s'en expliquer longuement, à travers de multiples interviews et dans deux livres¹, sa coexistence avec le régime communiste albanais et la manière dont il s'en est séparé restent ambiguës.

Dans le débat sur les rapports entre écrivains et pouvoir en pays totalitaire, Kadaré a fourni, pendant de longues années, un exemple sans doute unique, celui d'un écrivain dont les œuvres étaient publiées dans son pays, participant aux structures officielles du régime, jouissant même de certains privilèges, tout en se sachant en opposition avec ce régime et sous la haute surveillance de son appareil de sécurité.

Il se souvient, non sans agacement, comment, les derniers temps, on a voulu rapprocher son personnage de celui d'un autre écrivain de sa génération, Vaclav Havel, alors que leurs démarches sont si dissemblables : Havel était en opposition ouverte avec le régime tchécoslovaque, ce qui lui valut de multiples séjours en prison et l'interdiction de toute son œuvre ; ainsi marginalisé, il était ignoré de son peuple sous la dictature et dut placer l'action politique avant la création littéraire.

Comme un héros national

Kadaré, en revanche, soutient que, pour lui, l'action politique passait par la création littéraire, qui lui permit d'acquérir une immense popularité auprès de ses compatriotes - une situation, certes, plus enviable.

A ceux qui lui reprochent de ne s'être battu qu'après la mort d'Enver Hoxha, le fondateur du communisme albanais, il répond : "Le duel [avec Hoxha] n'a pas eu lieu après sa mort, c'était un duel entre littérature et dictature. Le fait même que l'écrivain crée de la littérature, c'est que, déjà, il a gagné le duel." "Libérer les mots, dit encore Kadaré, c'est un grand travail, ce n'est pas si facile..."

Pourtant, il avoue qu'il était "hanté par l'image de Havel parce que, même du vivant d'Enver Hoxha, qui était un petit Staline et un petit Lénine local, lorsque les journalistes écrivaient que nous étions les deux Albanais les plus célèbres, c'était une horreur, comme une condamnation à mort." Doit-on, pour autant, considérer que, après ces explications, tout est clair sur les rapports de Kadaré avec Hoxha ? Hoxha n'émerge-t-il pas du Grand Hiver, le roman qui raconte admirablement la rupture soviéto-albanaise, comme un héros national que sa ténacité face au géant soviétique rend somme toute assez sympathique, même si l'on perçoit en arrière-plan toute la perversité du système totalitaire ? C'est d'ailleurs Hoxha lui-même qui autorisa finalement la parution de ce livre ; d'où, explique Kadaré, le "mystère de la protection" dont l'auteur bénéficia ensuite : "Tout en étant ma bouée de sauvetage, le Grand Hiver était aussi ma malédiction", écrit-il, retombant dans la torturante contradiction qui veut que, pour pouvoir lutter par l'écriture, il fallait être agréé par le régime.

On peut aussi se demander quelle était réellement la marge de manœuvre de Kadaré dans le degré de collaboration avec le régime. Il fut membre du Parti communiste, député de 1970 à 1982, membre de la direction de l'Union des écrivains, vice-président du Front démocratique, organisation "de masse" dont la présidente était la veuve d'Enver Hoxha. Peu après la mort de Hoxha, le Monde reçut et publia, le 26 avril 1985, une lettre d'Ismaïl Kadaré s'élevant contre les articles publiés dans ce journal sur le leader albanais : "Il est indigne d'offenser un peuple à des moments de deuil et de douleur, écrivait Kadaré [...]. Le nom d'Enver Hoxha est indéfectiblement lié aux fondements, à l'histoire et à l'édification de la nouvelle Albanie. Voilà ce qui détermine les dimensions de sa figure et, conséquemment, l'ampleur du deuil." Cette lettre était-elle spontanée, ou écrite sous la pression ? Kadaré n'en a jamais parlé.

Lorsque, dans une [interview publiée en 1986](#), le Monde lui demanda pourquoi il n'était plus député, il eut cette éloquente réponse : "Parce qu'on ne m'a plus proposé de l'être." A France-Culture jeudi, il a expliqué qu'il était député "dans une période où cela n'avait aucune importance".

¹ Outre *Printemps albanais* : Ismaïl Kadaré, [Entretiens avec Éric Faye](#), éd. José Corti, 109 pages, 75 F.

Absurdités du système

De même, lorsque nous lui avons demandé pourquoi il était vice-président du Front démocratique, il a déclaré : "*Je ne sais pas. – Mais vous aviez accepté ? – Personne ne m'a demandé [mon avis]. Ce n'était pas quelque chose de sérieux.*" C'était tout de même suffisamment sérieux pour qu'il relate, dans *Printemps albanais*, une altercation qu'il eut avec Mme Hoxha lors d'une réunion de la présidence du Front, en mai 1990.

Ambiguïté encore lorsqu'il décrit le mûrissement de sa décision de partir, l'an dernier. Par l'"absence", dit-il, il voulait forcer le changement, après avoir compris qu'il ne pouvait plus y contribuer sur place ; d'une certaine manière, l'opération a réussi. En même temps, on sent bien, dans la minutieuse description du Printemps albanais, que ce système lui était devenu proprement insupportable, comme l'absurdité de la Mercedes offerte au haut dignitaire que l'on vient de limoger, ou comme l'envoi à Strasbourg, à une conférence sur les droits de l'homme, du haut magistrat qui avait mis tant d'innocents en prison.

Ces absurdités avaient pourtant toujours existé, mais soudain, alors que le système s'effondrait dans les pays voisins, elles devenaient trop criantes. "*Aujourd'hui, il apparaît que les limites [du monde communiste] sont dépassables*, déclarait-il au [Monde le 26 octobre dernier](#). *Mais en Albanie, je ne peux pas les dépasser. Alors je pars. Disons que la désillusion a été plus insupportable que l'oppression.*" Car lui aussi avait cru au président Ramiz Alia et à la capacité du système à se réformer.

Kadaré n'est pas un héros. Il ne cherche pas à passer pour tel - et d'ailleurs, pouvait-on l'être en Albanie ? Plus de cinq mois après son arrivée en France, le grand écrivain albanais apparaît surtout comme un homme tourmenté, celui-là même qui, au moment de quitter son pays, comparait l'exil à la mort, puis à la prison.

ALBANIE Dououreux "printemps", Sylvie Kaufmann, [Le Monde](#), 10 mars 1991

Le "*printemps*" d'Ismail Kadaré a commencé le 4 février 1990, par une très longue entrevue avec le président Ramiz Alia, qu'il connaissait bien pour avoir eu souvent affaire à lui pendant les vingt années durant lesquelles M. Alia avait été responsable de la propagande au comité central ; il le respectait, d'ailleurs. Kadaré expose au numéro un albanais sa vision d'une transition démocratique et les changements qui lui paraissent indispensables. En le raccompagnant, Ramiz Alia a cette phrase : "*Tout se fera.*"

Le 21 mars suivant, Kadaré donne une interview à un journal albanais, *la Voix de la jeunesse*, qui non seulement est publiée mais fait grand bruit. L'écrivain n'hésite pas à dire qu'elle "provoqua un embrasement général"; il est vrai qu'il y sort de sa réserve pour évoquer la démocratie, les droits de l'homme, les libertés. Déjà, en avril, surgissent les premiers nuages. Kadaré appelle cette période le "*temps des maïs*" : c'est le moment où les hésitations se font jour, où le pouvoir tente de satisfaire les conservateurs en même temps que les réformateurs. Pourtant, certaines mesures de libéralisation sont adoptées, allant dans le sens de ce qu'avait demandé Kadaré. La Sigurimi, la redoutable police politique albanaise, elle, ne détèle pas.

Le 3 mai, convaincu "*que le danger d'un retour en arrière se faisait de plus en plus menaçant*", Kadaré écrit une longue lettre à Ramiz Alia. "*Vous avez ouvert de nouveaux horizons au peuple albanais*", "*ne les laissez pas s'assombri*", lui dit-il en l'assurant du "*soutien*" de ce peuple.

Illusions perdues

Persuadé d'avoir joué un rôle décisif dans cette timide ouverture, Kadaré s'interroge sur sa propre place dans la suite des événements. "*Havel me torture*", écrit-il. Le 21 mai, il reçoit la réponse de Ramiz Alia ; le style dogmatique de cette lettre, l'inlassable répétition des mots "*Parti*" et "*Hoxha*" lui font l'effet d'une douche froide. C'est fini. Kadaré n'a plus d'espoir et prend la décision de partir, dès que l'occasion s'en présentera.

Juin est pour lui le mois de la peur. Le pouvoir prend pour cible un "*groupe d'intellectuels*", dont font partie l'écrivain et quelques personnalités que l'on retrouvera, six mois plus tard, à la tête de l'opposition naissante et du Parti démocratique. Le 2 juillet éclate la crise des ambassades ; Ismail Kadaré fait état dans son livre d'un terrible massacre, ce jour-là, perpétré par les forces de l'ordre devant les représentations occidentales. Il est suivi d'un autre massacre, qu'il décrit en détail dans son dernier livre, dans la ville de Kavaja. La répression est allée trop loin, certains "*durs*" du régime sont limogés. "*Trop tard*", écrit Kadaré. "*Ramiz Alia avait perdu l'occasion de rentrer dans l'Histoire*". Kadaré, lui, a perdu "*ces illusions que j'avais soutenues de toute mon âme. Qu'avec mon autorité d'écrivain célèbre j'avais rendues plausibles. Le remords était inévitable.*" Le 27 septembre, il s'envole pour Paris.

Kadaré ne participera pas aux élections du 31 mars, même s'il soutient ouvertement le Parti démocratique, et ne retournera dans son pays que lorsque ce sera une démocratie. Les Albanais le réclament ? "*Ça ne fait rien*, dit-il, *ils ont mes livres, ça suffit.*" "*L'important, poursuit-il, n'est pas de gagner ou non les élections, l'important c'est de continuer.*" Il donne encore au régime "*un an, un an et demi*". Quant à Ramiz Alia, pour lequel il fut plein de bienveillance, il le juge aujourd'hui "*hésitant, faible, influençable, très mal entouré*". De cet épisode du "*printemps albanais*", dont on connaissait peu de choses en Occident, du comportement de Ramiz Alia tel que le décrit Kadaré, émerge en bien des points un parallèle frappant, comme en miniature, avec une autre tentative de réforme du socialisme : celle de Mikhaïl Gorbatchev.